

DON'T FORGET US !

ما ننسا و نا ش



Un livre cri doux venu du Maroc rural oublié

Auteur : Mohamed Ait Bellahcen

Écrire pour ne plus oublier..

Il n'y a pas plus douloureux que d'être citoyen et de ne pas être compté.

Pas plus injuste que d'être vivant et de n'exister dans aucune statistique.

Pas plus violent que de marcher des dizaines de kilomètres, sans fracas, juste pour être entendu... et de n'obtenir que des promesses.

Ce livre est né d'une colère calme. D'un cri étouffé dans les vallées oubliées du Maroc. D'un éditorial écrit un soir de juillet 2025, après avoir vu les habitants d'Aït Bouguemez marcher pour demander un simple réseau téléphonique, dans un pays qui s'apprête à accueillir la Coupe du Monde 2030. Ce contraste — entre les milliards mobilisés pour la vitrine et le silence obstiné autour des recoins sombres — m'a paru insupportable.

Mais ce livre n'est pas un pamphlet. Il est une tentative de rendre visible l'invisible. De faire entendre les voix étouffées par l'éloignement géographique, l'indifférence institutionnelle et l'abandon politique. Il est un hommage à celles et ceux qui tiennent debout, en silence, dans les montagnes, les plateaux et les plaines de ce Maroc rural que l'on ne voit qu'en période d'élections ou de catastrophes.

Don't forget us ! est à la fois une injonction, une supplique et une alerte. Il ne s'adresse pas uniquement aux décideurs, mais à chacun d'entre nous. Car le Maroc ne pourra jamais avancer si une partie de son peuple reste sur le bas-côté. Ce livre est une tentative modeste mais sincère de construire un pont entre deux réalités qui coexistent sans se croiser : celle des villes connectées, modernes, ambitieuses... et celle des douars sans lumière, sans eau, sans réseau.

À travers les mots, les témoignages, les données et les espoirs, j'espère rappeler une chose simple : un pays n'est grand que lorsqu'il prend soin de ses plus petits.

Marcher pour exister !

PROLOGUE

Ils ont marché 60 kilomètres.

Pas pour défiler. Pas pour protester. Pas pour revendiquer un salaire ou une prime.

Ils ont marché pour être vus.

Pour qu'on capte enfin leur signal.

Les habitants d'Aït Bouguemez ne réclamaient pas la 5G, ni la fibre optique. Ils demandaient juste un réseau fonctionnel, une école ouverte, une ambulance disponible, une administration joignable. Dans un pays qui parle souveraineté numérique et data centers, ils posaient une question simple : « Et nous ? Où sommes-nous dans votre carte ? »

Chaque jour, le Maroc avance. Les grues s'élèvent dans les villes, les startups fleurissent, les autoroutes s'étendent. On parle de Smart Cities, d'intelligence artificielle, de satellites marocains dans l'espace. Le Royaume prépare la Coupe du Monde 2030 comme on prépare un sacre : avec fierté, avec moyens, avec ambitions. Le pays est en mouvement, et c'est tant mieux.

Mais pendant que les caméras scrutent Casablanca, Rabat ou Agadir, une autre réalité demeure — immobile, silencieuse, presque invisible. Celle des vallées sans routes, des villages sans eau, des montagnes sans réseau. Celle de millions de Marocains qui n'ont pas disparu, mais que l'on regarde à peine. Celle d'un Maroc qui s'éteint à mesure que l'autre brille.

Ce livre ne vise ni la nostalgie ni l'amertume. Il vise la lucidité.

Ce prologue n'est pas une fiction. Il est le miroir d'un pays scindé en deux vitesses. D'un Maroc qui construit des stades et rêve de mondial, pendant qu'une partie de son peuple marche dans la poussière, loin de tout. Ce livre part de cette marche-là. De ce silence que l'on confond avec de la résignation. De ce cri contenu, digne et juste : *Don't forget us ! ماتنساوناش*

Et si marcher devenait enfin un acte politique. Une ligne d'ouverture. Une invitation à voir ce que l'on a si longtemps choisi d'ignorer.

PRÉAMBULE

Sur la route, un déclic..

Ce livre m'est venu sur un trajet de retour.

Un soir d'hiver, dans un train qui remontait lentement de Marrakech vers Rabat. Ma voiture était partie depuis longtemps ; entre tramway, taxi collectif et train bondé, je réapprenais à voyager comme la majorité silencieuse. Je regardais les paysages défiler. Des villages effacés. Des collines que le progrès avait oubliées. Des enfants qui rentraient à pied de l'école. Et soudain, ce fut une évidence : on ne peut pas comprendre un pays depuis une autoroute ou une salle climatisée. Il faut le traverser. Le sentir. L'écouter.

À ce moment précis, je me suis souvenu d'Aït Bouguemez. De cette vallée dite "heureuse", mais où il fallait grimper sur un toit pour envoyer un SMS. De ces femmes qui marchent des heures pour accoucher, sans route ni ambulance. De ces enfants qui écrivent à la bougie. Et j'ai su que ce livre ne parlerait pas d'eux, mais avec eux.

Ce préambule n'est donc pas une simple introduction. C'est une déclaration d'intention : ne pas écrire depuis le confort, mais depuis l'écoute. Ne pas parler à leur place, mais leur tendre le micro. Ne pas dénoncer pour se soulager, mais pour provoquer une action.

**J'AI PRIS LA ROUTE, ET J'AI VU.
CE QUE JE NE PEUX PLUS IGNORER.**

SOMMAIRE



SCAN ME



- **Préface : Écrire pour ne plus oublier**
- **Préambule : Sur la route, un déclic**
- **Prologue : Marcher pour exister**
- **Introduction : Le Maroc qui brille et celui qui s'éteint**

⌚ PARTIE I – Le Maroc à deux vitesses

1. **Aït Bouguemez : vallée heureuse, réseau mort**
2. **Coupe du Monde ou coupe des mondes ?**
3. **Quand l'État connecte ce qui brille et déconnecte ce qui souffre**

🌿 PARTIE II – Ceux qui portent le monde rural

1. **Femmes sans terres, sans voix, sans droits**
2. **La montagne qui pleure et qu'on n'entend pas**
3. **Jeunesse rurale : génération sans futur ?**

📘 PARTIE III – Politiques publiques au rabais

1. **Plans, promesses et poudre aux yeux**
2. **Pourquoi l'État n'investit pas dans ce qui ne rapporte pas ?**
3. **L'injustice spatiale comme fracture morale**

👉 PARTIE IV – Écouter, agir, réparer

- 1. **Discrimination positive : une urgence nationale**
- 2. **Donner la parole à ceux qui marchent**
- 3. **Rêver un Maroc solidaire, pas seulement connecté**
- **Épilogue : À celles et ceux qu'on n'a pas vus, mais qui ont toujours été là**

CHAPITRE 01 : AÏT BOUGUEMEZ, VALLÉE HEUREUSE, RÉSEAU MORT !

Il y a des lieux où les noms sont plus lourds que les pierres.

Aït Bouguemez. On l'appelle la “vallée heureuse”. Mais derrière ce surnom aux allures de carte postale se cache une réalité autrement plus amère : celle d'un Maroc hors-zone. Hors réseau, hors radar, hors mémoire. Et pourtant, pleinement marocain.

À l'été 2025, ils ont marché. Soixante kilomètres à pied, sous le soleil brûlant du Haut-Atlas. Pas pour protester contre le prix du pain ou exiger une augmentation de salaire. Ils ont marché pour une raison bien plus simple, bien plus élémentaire : pouvoir capter un signal. Pouvoir téléphoner. Pouvoir appeler à l'aide en cas d'urgence. Pouvoir exister, numériquement parlant.

Ils ne demandaient ni luxe ni confort. Ils demandaient ce que l'État lui-même promeut chaque jour : une “inclusion numérique”, des “services digitalisés”, une “administration connectée”. Mais pour eux, ces mots n'ont pas de réalité. Ils sont encore des slogans entendus à la radio à piles, lorsque les ondes veulent bien passer.

Aït Bouguemez, c'est ce Maroc qu'on visite un week-end pour se ressourcer... avant de retourner dans le confort urbain, en laissant derrière soi des enfants qui marchent quatre heures pour aller à l'école. C'est ce Maroc que l'on photographie pour Instagram, tout en se plaignant que le Wi-Fi de l'auberge ne capte pas bien. C'est ce Maroc que les opérateurs télécoms ont oublié parce que la densité de population y est “insuffisante” pour assurer un retour sur investissement. Autrement dit : pas rentable, donc pas prioritaire.

Et pourtant, la vie y est pleine. Des femmes tressent les jours en silence, des hommes cultivent la terre à la main, des enfants apprennent sans manuels, sans écrans, parfois sans lumière. Le Maroc vit ici, mais dans une autre temporalité. Un autre siècle. Un hors-temps. Quand les habitants d'Aït Bouguemez sont arrivés au siège de la province d'Azilal, ils ne criaient pas. Ils ne portaient pas de banderoles. Ils ne brandissaient pas de menaces. Ils portaient juste, dans leurs jambes fatiguées et leurs visages brûlés, un cri : "Regardez-nous. Écoutez-nous. Connectez-nous."

Mais ce cri a rencontré le silence institutionnel. Des promesses. Des commissions. Des phrases creuses. Et toujours pas d'antenne.

Dans cette vallée que l'on dit heureuse, le numérique est devenu une frontière. Un mur invisible. Un outil de séparation. Ceux qui captent et ceux qui ne captent pas. Ceux qui accèdent à l'école en ligne, à la banque mobile, à la télémédecine... et ceux qui continuent à gravir les montagnes, espérant qu'un signal daigne leur faire signe.

Car l'absence de réseau n'est pas qu'une déconnexion. Elle est une négation de droits.

Sans réseau, pas de scolarité numérique.

Sans réseau, pas de dossier administratif.

Sans réseau, pas de carte nationale.

Sans réseau, pas d'alerte médicale, pas de contact familial, pas de suivi d'enfant sur Massar.

Sans réseau, c'est tout un pan de la vie moderne qui vous échappe.

Et pourtant, Aït Bouguemez n'est pas seule. D'autres vallées vivent la même peine. Tounfite, Anfgou, Imilchil, Taznakht. Elles sont nombreuses, ces zones blanches que les cartes colorées de l'ANRT ne montrent pas. Car les statistiques parlent de "couverture de la population" et non du territoire. Résultat : les zones densément peuplées sont couvertes... et les zones rurales, même si elles abritent des millions de Marocains, restent à l'écart. Délibérément.

Il y a quelque chose de profondément injuste dans cette logique de marché appliquée aux droits de base. Comme si la rentabilité devait conditionner l'accès à la modernité. Comme si, dans une monarchie millénaire, certains sujets méritaient plus de réseau que d'autres.

La fracture numérique, ici, est bien plus qu'un problème de télécommunication. Elle est le miroir d'un écart moral. Un écart entre les priorités du Royaume et les besoins de ceux qui le composent. Un écart entre ce que l'on montre au monde, et ce que l'on cache en montagne.

Mais Aït Bouguemez a marché. Et ce simple fait est déjà un événement.

Dans un pays où manifester est risqué, où réclamer est souvent vu comme un affront, ces femmes, ces hommes, ces jeunes ont choisi de marcher. Sans crier. Sans casser. Sans accuser. Ils ont marché pour dire : nous sommes encore là. Ne nous oubliez pas.

Et nous, que faisons-nous de cette marche ?

L'inscrivons-nous dans nos éditoriaux, nos rapports, nos débats ?

Ou la laissons-nous se dissoudre dans l'oubli, comme les flocons sur les cimes de l'Atlas ?

Aït Bouguemez, vallée heureuse, réseau mort.

Le titre est cruel. Mais la réalité l'est davantage.

CHAPITRE 02 : COUPE DU MONDE OU COUPE DES MONDES ?

Le Maroc est en train de se préparer à une fête planétaire. En 2030, le Royaume accueillera, avec l'Espagne et le Portugal, la plus grande messe du football mondial. C'est plus qu'un événement sportif. C'est une promesse. Une ambition. Un saut dans la cour des grands. Les plans sont dessinés, les stades se rénovent, les routes se tracent, les gares s'agrandissent. Des milliards sont mobilisés. Des discours optimistes remplissent les plateaux télé.

Mais une question persiste, lancinante : à quel Maroc profitera cette Coupe du Monde ?

Sera-t-ce la fête de tout un peuple ou la vitrine d'un seul visage ?

Célébrera-t-on une nation unie, ou simplement ses zones urbaines privilégiées ?

La Coupe du Monde rassemblera-t-elle ou divisera-t-elle davantage ce Maroc à deux vitesses ?

À Rabat, on parle de souveraineté numérique.

À Casablanca, de villes intelligentes.

À Agadir, d'écotourisme et de connectivité verte.

Et pendant ce temps, à Tounfite ou à Aït Bouguemez, on cherche encore le signal. On guette une ambulance. On rêve d'une école.

L'écart est vertigineux. Et il ne cesse de s'agrandir.

Car ce n'est pas seulement une question d'infrastructures. C'est une question de vision nationale. Dans la préparation de cet événement mondial, où est la place du Maroc rural ? Où est la priorité donnée aux vallées sans antennes, aux villages sans hôpitaux, aux jeunes sans espoir ? Est-ce qu'on connecte d'abord les stades ou les citoyens ?

La Coupe du Monde pourrait être un formidable levier d'inclusion territoriale.

Mais jusqu'ici, elle ressemble davantage à un miroir aux alouettes. On parle fibre optique autour des terrains, mais on oublie l'électrification de certains douars. On parle sécurité numérique, mais des millions de Marocains ne peuvent même pas télécharger leur certificat de vaccination. On annonce des trains à grande vitesse, pendant que d'autres marchent encore pour atteindre leur école ou leur centre de santé.

La fracture n'est pas uniquement technologique. Elle est politique.

On voit là où on investit. Et on ne voit pas là où on oublie.

Plusieurs rapports ont alerté sur l'inertie des programmes destinés au monde rural. Le Fonds du service universel des télécoms, alimenté depuis des années, peine à transformer ses crédits en infrastructures tangibles. Les appels d'offres s'éternisent. Les opérateurs téléphoniques ne s'aventurent que là où les profits sont assurés. Et l'État se contente de recommandations, de stratégies, de mots.

Or, la Coupe du Monde 2030 devrait être une occasion de rupture. Une opportunité unique pour corriger les inégalités historiques entre les villes-centres et les périphéries. Une chance de redéfinir le développement non plus comme une course vers l'excellence, mais comme un rattrapage solidaire.

Et si, au lieu de penser uniquement "accueil de délégations étrangères", on pensait aussi "accueil de la citoyenneté intérieure" ?

Et si chaque dirham investi dans un stade moderne était doublé par un dirham investi dans une antenne rurale ?

Et si, au lieu de construire une façade pour les caméras internationales, on consolidait les fondations sociales du pays ?

La vraie question n'est pas : "Le Maroc est-il prêt pour la Coupe du Monde ?"

Mais : "La Coupe du Monde est-elle prête pour le Maroc réel ?"

Celui des 3 millions de personnes vivant dans des communes précaires.

Celui des femmes agricoles invisibles, sous-payées et non déclarées.

Celui des jeunes diplômés de Taznakht, condamnés à l'exil intérieur ou à l'exil tout court.

Celui des mères qui accouchent à la lumière d'une bougie faute de soins.

Don't forget us ! : cette phrase n'est pas dirigée contre la fête sportive.

Elle est une invitation à l'élargir. À l'honorer vraiment.

En n'oubliant personne.

La Coupe du Monde ne sera une réussite marocaine que si elle est aussi celle d'Aït Bouguemez, d'Imilchil, de Tounfite et des cent autres territoires hors-carte.

Sinon, ce ne sera pas une coupe du monde.

Ce sera une coupe des mondes.

CHAPITRE 3 : QUAND L'ÉTAT CONNECTE CE QUI BRILLE ET DÉCONNECTE CE QUI SOUFFRE

Le Maroc parle haut. Il parle de souveraineté numérique, d'intelligence artificielle, de cybersécurité nationale. L'Agence nationale de réglementation des télécommunications (ANRT) publie régulièrement des rapports rassurants : plus de 95 % de la population couverte en 3G ou 4G. Le pays teste déjà la 5G. Mieux : il ambitionne d'anticiper la 6G. Une performance continentale. Une fierté technologique.

Mais derrière ces chiffres éclatants se cache une vérité plus trouble : on connecte là où ça rapporte, et on oublie là où ça coûte.

La logique économique domine. La cartographie nationale de la connexion suit la courbe du PIB par habitant. Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech : denses, peuplées, modernes, donc prioritaires. Tounfite, Anfgou, Boulemane : dispersés, pauvres, donc marginaux.

La couverture télécom ne suit pas le besoin. Elle suit le marché.
Et c'est là que l'État échoue.

Car la mission de l'État n'est pas de suivre la logique des opérateurs, mais de la corriger. De la rééquilibrer. De poser des obligations de service universel. D'imposer la solidarité territoriale. D'assurer l'accès aux droits numériques comme un droit fondamental, et non comme un produit optionnel.

Le Fonds du service universel des télécommunications (FSUT), financé par les opérateurs et géré par l'ANRT, est censé répondre à ce devoir. Chaque année, des millions de dirhams y sont versés. Des dizaines de projets sont annoncés. Mais sur le terrain, les antennes ne poussent pas. Ou trop lentement. Ou de manière inégalitaire.

Les douars sans couverture restent sans voix. Les zones rurales sans réseau restent sans recours.

Et personne ne semble pouvoir expliquer pourquoi.

Les appels d'offres traînent. Les priorités sont floues. Les enveloppes sont parfois détournées. Le suivi est presque inexistant. Et pendant ce temps, les villages attendent.

Attendent un signal.

Attendent un formulaire en ligne.

Attendent une réponse à une urgence médicale.

Attendent une scolarisation numérique.

Attendent d'être considérés comme citoyens à part entière.

Le discours politique, lui, est clair : le Maroc veut entrer dans la modernité numérique. Il parle de e-gouvernance, de transformation digitale, de "data centers nationaux". On numérise l'administration, on digitalise les services publics, on lance des plateformes de signalement, des applications de santé, de fiscalité, d'enseignement.

Mais ces outils deviennent des murs pour ceux qui n'ont pas de réseau.

La numérisation, si elle est mal pensée, devient un mécanisme d'exclusion.

Prenons un exemple simple : le programme Massar, qui permet aux familles de suivre la scolarité de leurs enfants. Une révolution dans la relation parents-école. Mais que vaut ce programme à Anfgou, si la famille ne peut ni se connecter, ni imprimer, ni même comprendre son fonctionnement ?

Autre exemple : la digitalisation des aides sociales. Utile, rapide... à condition de pouvoir y accéder. Mais que fait une veuve rurale, analphabète, sans smartphone, quand on lui demande de "scanner un QR code" ?

On construit une citoyenneté numérique pour les connectés. Et on laisse les autres dans l'ombre.

Là encore, l'État a un choix.

Soit il pense le numérique comme un outil de justice territoriale,
soit il le laisse devenir une nouvelle ligne de fracture.

Des pistes existent. Certains pays, confrontés au même dilemme, ont mis en place des obligations de couverture territoriale pour chaque licence délivrée à un opérateur. D'autres ont créé des entreprises publiques ou des partenariats pour connecter les zones non rentables. D'autres encore ont mis en place des incitations fiscales puissantes pour pousser les opérateurs à aller là où le marché refuse d'aller.

Au Maroc, rien de tout cela n'est pleinement effectif. Les incitations sont faibles. Les sanctions sont quasi inexistantes. L'État parle, mais ne régule pas. Il fixe des objectifs, mais sans calendrier contraignant. Il finance, mais sans évaluer. Il laisse faire.

Et ce laisser-faire est une violence.

Il consacre l'idée que certaines zones ne valent pas l'effort. Que certaines vies sont secondaires. Que certains enfants ne méritent pas le même accès à l'information, à l'éducation, à la santé, à la dignité.

Or, un pays ne peut pas avancer par morceaux. Il ne peut pas se dire moderne si une partie de son territoire reste en 2001. Il ne peut pas rêver de smart cities s'il ne sait pas même éclairer ses montagnes. Il ne peut pas organiser une Coupe du Monde intercontinentale... s'il n'est pas capable d'envoyer un signal clair à ses propres concitoyens.

Connecter le Maroc, ce n'est pas uniquement installer des câbles.

C'est affirmer un choix politique.

Celui de ne laisser personne hors de portée.



Habitants d'Aït Boukmaz demandent :

- Élargissement de la route vers Azilal
- Couverture mobile et Internet
- Installation de médecins
- Construction d'un grand stade de football

***CHAPITRE 4 : FEMMES SANS TERRES,
SANS VOIX, SANS DROITS***

Elles sont partout, et pourtant absentes.

Dans les champs, au lever du jour.

Dans les souks, à vendre le peu.

Dans les foyers, à nourrir la famille.

Et dans les statistiques... nulle part.

Les femmes rurales, en particulier celles qui travaillent dans l'agriculture, sont la colonne vertébrale invisible de l'économie rurale marocaine. Selon une étude publiée dans la revue Alternative Rurales, elles représentent aujourd'hui la majorité de la main-d'œuvre agricole dans plusieurs régions, notamment dans la plaine du Saïss. Et pourtant, leur statut reste précaire, informel, vulnérable. Elles vivent, travaillent, et s'usent... sans reconnaissance.

On les appelle « les femmes du mawqif » : ces lieux où l'on attend chaque matin, dans le froid ou sous le soleil, qu'un employeur veuille bien proposer une journée de travail. Pas de contrat, pas de droits, pas de sécurité. Le travail commence souvent avant l'aube, et se termine à la tombée du jour. Les salaires ? Moindres que ceux des hommes, pour le même effort. La sécurité ? Nulle. Les accidents ? Fréquents, passés sous silence.

Dans les champs, elles sont paysannes.

Mais dans les politiques publiques, elles ne sont rien.

La chercheuse Lisa Posenbrueck a tenté de comprendre leur invisibilité. Son étude montre que ces femmes n'osent même pas se revendiquer travailleuses agricoles. Elles préfèrent se dire « mères au foyer » ou « aidantes », par pudeur, par peur, par pression sociale. Elles travaillent dans l'ombre, mais refusent d'en sortir, tant la lumière publique est rude, jugeante, incertaine.

Et pourtant, leur présence transforme le monde rural.

Elles changent les équilibres familiaux.

Elles participent au revenu du ménage.

Elles accèdent, parfois, à une autonomie relative.

Mais à quel prix ?

Leur situation est piégée entre patriarcat, pauvreté, et indifférence politique.

Pas d'assurance maladie.

Pas de congé maternité.

Pas de retraite.

Pas de voix.

Elles prennent des bus non sécurisés, s'entassent à l'arrière de camionnettes, parfois au péril de leur vie. Elles supportent le harcèlement, les journées sans pause, les douleurs du dos, du cou, des jambes. Le tout pour un SMIG souvent non respecté, et des droits bafoués.

L'injustice est double : elles sont indispensables à l'économie agricole, mais traitées comme jetables.

Et pourtant, elles portent une force immense.

Certaines veulent des contrats. Une sécurité. Une reconnaissance.

D'autres rêvent d'associations. De coopératives. D'espaces de parole.

Elles ne demandent pas la charité. Elles demandent la dignité.

Mais là encore, la réponse des politiques publiques est floue.

Le Plan Maroc Vert les a largement ignorées.

Le Nouveau Modèle de Développement les cite... en note de bas de page.

Les syndicats agricoles les représentent peu.

Et la société, elle, continue de les voir comme des silhouettes de fond. Des secondes rôles.

Pourtant, tout programme de réduction des inégalités territoriales doit commencer par elles.

Car si l'on veut un monde rural vivant, il faut qu'il soit juste envers ses femmes.

Cela passe par :

- Une stricte application du Code du travail dans le secteur agricole,
- L'égalité salariale réelle entre femmes et hommes,
- L'accès à la sécurité sociale pour les travailleuses informelles,
- La création de syndicats ou d'associations locales féminines,
- Une révision des lois foncières qui les excluent de l'héritage ou de la propriété agricole.

Mais cela passe surtout par un changement de regard.

Ne plus les voir comme des auxiliaires, mais comme des actrices.

Ne plus les invisibiliser, mais les écouter.

Ne plus parler d'elles, mais avec elles.

La justice sociale commence là : dans les sillons, au bord des routes, sur les bancs des souks.
Dans ces vies discrètes, tenaces, usées trop tôt.

Dans ces voix qu'on n'entend pas, mais qui portent l'avenir.

Don't forget us ! ماتنساوناش ! disent-elles aussi, les mains calleuses, les yeux fiers.

Elles ne veulent pas de compassion. Elles veulent un contrat. Un salaire juste. Un avenir.



CHAPITRE 5: LA MONTAGNE QUI PLEURE ET QU'ON N'ENTEND PAS

Il y a dans le silence des montagnes un écho que seuls les plus attentifs peuvent entendre. Un cri sourd. Une plainte lente. Une douleur ancienne.

Les montagnes marocaines, majestueuses et fières, sont aujourd’hui le théâtre discret d’une injustice constante. Elles pleurent, non pas de leurs paysages dénudés, mais de ce qu’on leur a retiré : l’attention politique, l’égalité territoriale, la dignité sociale. Elles pleurent en silence, parce que ceux qui y vivent ont appris à ne pas se plaindre. À s’adapter. À subir.

Et pourtant, la montagne parle.

Elle le fait à travers la voix des éleveurs ruinés.

Des enfants déscolarisés.

Des femmes seules.

Des vieillards abandonnés.

Des jeunes partis... ou piégés.

Le Dr Mohamed Dich, coordinateur national de la Coalition civile pour la montagne, parle d’une “rupture morale”. Et il a raison. Car ce que vivent les habitants des zones montagneuses n’est pas une simple négligence. C’est un abandon structurel. Profond. Persistant.

Les chiffres sont accablants.

- 64 % des communes les plus précaires du pays sont situées en zone montagneuse.
- L’alphabétisme y dépasse parfois les 90 %.
- L’accès aux soins est dramatique : une ambulance pour plusieurs dizaines de milliers d’habitants.
- L’emploi ? Quasi inexistant. L’exode est souvent la seule option.

La sécheresse a frappé fort. Les pâturages se sont vidés. Les sources se sont taries. L’élevage a décliné. Les paysans ont dû vendre leurs bêtes, parfois à perte, souvent avec résignation. Car nourrir devient un luxe. Même pour les animaux.

L'agriculture vivrière, elle aussi, ne nourrit plus. Le Plan Maroc Vert a introduit des cultures intensives, gourmandes en eau, inadaptées aux réalités locales. Résultat : les nappes phréatiques s'assèchent, les terres s'épuisent, les hommes se découragent. Le développement annoncé a souvent été une captation plus qu'une redistribution. Et la montagne, vidée de ses ressources, de ses jeunes, de son avenir, ploie.

Mais le pire, ce n'est pas la pauvreté. C'est l'oubli.

Les politiques publiques n'intègrent que trop rarement les spécificités du monde montagnard. Elles utilisent le mot "rural" comme un fourre-tout. Or, les montagnes ne sont pas la simple extension du monde rural. Elles sont plus vulnérables. Plus enclavées. Plus dures.

Et donc, elles méritent une discrimination positive.

Un rattrapage historique.

Un effort ciblé.

Ce que réclame la Coalition civile pour la montagne, ce n'est pas un énième programme. Ce sont des droits garantis. Un statut juridique de la montagne. Une gouvernance adaptée. Une représentation politique. Une réforme fiscale qui tienne compte de l'isolement. Une couverture sociale spécifique. Un accès garanti à la santé, à l'éducation, au transport.

Parce que les montagnes ne demandent pas l'aumône.

Elles demandent la justice.

Et quand on demande justice, on ne demande pas l'impossible. On demande l'essentiel.

Un centre de santé à moins de deux heures.

Une école qui ne ferme pas l'hiver.

Une route praticable sans 4x4.

Une connexion minimale.

Un jeune qui peut rester sans devoir fuir.

Il faut entendre les montagnards avant qu'ils ne se taisent pour de bon.

Avant que les villages ne se vident totalement.

Avant que les terres ne soient accaparées.

Avant que le pays ne perde une part de son âme.

Car un pays sans montagnes vivantes est un pays sans hauteur morale.

CHAPITRE 6 : JEUNESSE RURALE, GÉNÉRATION SANS FUTUR ?

Ils sont jeunes. Parfois très jeunes.

Ils rêvent. Parfois en silence.

Ils vivent dans les montagnes, les vallées, les plateaux.

Et ils se demandent si l'avenir passe forcément par le départ.

La jeunesse rurale marocaine vit un paradoxe cruel. D'un côté, elle est présentée comme une richesse démographique, une promesse d'avenir, un capital humain précieux. De l'autre, elle est trop souvent réduite à une statistique sans visage, à une charge à gérer, à un flux migratoire à contenir.

Le quotidien de milliers de jeunes ruraux est une accumulation d'impasses.

Pas ou peu d'accès à l'enseignement supérieur.

Peu d'emplois. Peu d'opportunités économiques.

Pas de réseau internet stable pour suivre un cours en ligne.

Pas de lieux pour se former, se réunir, créer.

Pas même de moyens de transport réguliers pour rejoindre la ville voisine.

Et alors, très vite, l'alternative s'impose : partir... ou s'éteindre à petit feu.

● L'exode par défaut

Partir, oui. Mais pour aller où ? Et faire quoi ?

Les villes ne sont pas prêtes à les accueillir. Elles saturent. Elles n'offrent ni logement, ni emploi, ni dignité. L'exode rural ne mène pas forcément à une vie meilleure, mais à une nouvelle forme de marginalité urbaine. Des bidonvilles. Des jobs informels. De la frustration.

Ce départ n'est pas un projet de vie. C'est une fuite.

Et pour ceux qui restent, la solitude grandit. Les écoles ferment, faute d'effectifs. Les centres de santé désertent. Les cafés deviennent cimetières de rêves. Les anciens regardent leurs enfants partir, sans savoir s'ils reviendront un jour.

Il n'y a rien de plus violent qu'un territoire déserté par sa jeunesse.

⌚ Le numérique, un outil fermé

Le numérique aurait pu être un levier formidable.

Permettre à un jeune de Taznakht de suivre des cours en ligne.

À une fille de Tounfite de créer un business sur Instagram.

À un collectif de jeunes d'Imilchil de monter une coopérative.

Mais faute de connexion stable, ces possibles restent théoriques.

L'État parle de transformation digitale, mais il oublie de préparer les jeunes à l'habiter.

Les écoles rurales manquent d'ordinateurs.

Les enseignants ne sont pas formés aux outils numériques.

Les programmes ne sont pas adaptés aux réalités locales.

Et surtout, l'accès reste inégal : entre ceux qui ont un smartphone et du crédit, et ceux qui n'ont même pas l'électricité.

💼 L'emploi : l'horizon bouché

Dans le monde rural, les opportunités d'emploi sont rares.

L'agriculture, principale activité, est saisonnière, mal rémunérée et peu valorisée.

L'artisanat survit à peine.

Le tourisme rural est prometteur... mais souvent inaccessible faute d'investissement ou de marketing.

Les jeunes formés en ville n'ont aucune incitation à revenir : ni logement, ni crédit, ni soutien.

Et pourtant, les talents sont là.

Des jeunes qui parlent plusieurs langues.

Qui ont des idées, des projets, des envies.

Mais à qui personne ne tend la main.

⌚ Des solutions à contre-courant

Et s'il fallait inverser la logique ?

Et si, au lieu d'attirer les jeunes vers les villes, on rapatriait le développement vers les territoires ?

Cela impliquerait :

- Des politiques volontaristes d'emploi rural jeunes,
- Des incubateurs de projets dans les provinces marginalisées,
- Un maillage numérique équitable,
- Des dispositifs de mobilité et de transport accessibles,
- Des coopératives encadrées, modernisées, connectées.

Cela impliquerait aussi une revalorisation de l'ancrage local.

Faire comprendre qu'on peut réussir depuis le douar, sans devoir fuir.

Que rester peut être un acte de courage, de construction, d'engagement.

Des voix qu'on n'écoute pas

Les jeunes ruraux parlent. Mais personne ne les écoute vraiment.

Ils ne sont pas représentés. Ni dans les conseils communaux.

Ni dans les grandes concertations nationales.

Ni dans les programmes d'action.

Ils sont souvent considérés comme immatures, inorganisés, "à problème".

On les infantilise.

On les assiste... au lieu de les responsabiliser.

Et pourtant, ils sont peut-être le seul espoir de renversement de la spirale du déclin rural.

Ce sont eux qui peuvent transformer leur territoire.

À condition qu'on leur donne les moyens.

Le réseau. Les outils. La reconnaissance.

”Don’t forget us ! ماتنساوناش“

Ce cri est aussi le leur.

Ils ne veulent pas forcément partir.

Mais ils veulent qu'on les considère, qu'on les accompagne, qu'on les respecte.

Le Maroc rural ne pourra pas se relever sans sa jeunesse.

Et cette jeunesse, on ne peut pas continuer à la voir comme une fuite à gérer.

Il faut la considérer comme une force à libérer.

Car elle ne manque ni de courage, ni d'idées.

Elle manque de place.

CHAPITRE 7 : PLANS, PROMESSES ET POUDRE AUX YEUX

À chaque décennie, son programme miracle.

À chaque gouvernement, son plan stratégique.

À chaque crise, son discours de relance.

Et pourtant, dans les hauteurs du Haut Atlas, sur les plateaux du Drâa-Tafilalet ou dans les vallées de Béni Mellal, rien ne bouge vraiment.

Depuis plus de vingt ans, le Maroc rural est le grand bénéficiaire théorique de toutes les politiques de développement. On parle de réduction des disparités, d'inclusion territoriale, d'aménagement du territoire. On signe des conventions, on lance des chantiers, on débloque des budgets. Mais sur le terrain, la pauvreté s'installe. L'exode continue. L'amertume gagne.

Le programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales (PRDTS), lancé en 2017, est sans doute le plus emblématique de ces ambitions inachevées. Porté par une volonté affichée d'équité, doté de milliards de dirhams, il devait transformer les conditions de vie dans les zones rurales. Cinq ans plus tard, le constat est amer : des milliers de projets lancés, mais peu de changement perçu par les populations.

☒ Des chiffres qui impressionnent, mais n'éclairent pas

Officiellement, plus de 8 000 projets ont été initiés : routes, écoles, ambulances, ponts, forages. Un chiffre impressionnant. Sauf que, sur le terrain, beaucoup de ces projets sont inachevés, mal conçus, mal coordonnés.

Une école construite... sans enseignants.

Une route asphaltée... qui s'effondre à la première pluie.

Une ambulance livrée... sans carburant ni personnel.

C'est la logique de la vitrine : faire, montrer, cocher des cases, communiquer. Mais pas transformer.

La performance est administrative, pas sociale.

Les bénéficiaires eux-mêmes ne savent pas toujours qu'ils sont "ciblés". Le fossé entre le langage institutionnel et les réalités rurales est immense. On parle de "co-construction des politiques publiques", mais les citoyens ne sont ni consultés, ni écoutés. Les projets descendent du sommet, mal adaptés aux besoins, souvent redondants ou incohérents.

Où va l'argent ? أين الأموال؟

C'est la question que beaucoup se posent, sans jamais obtenir de réponse claire.

Le Fonds du service universel des télécommunications est financé chaque année, mais les zones blanches subsistent.

Le PRDTS a coûté des milliards, mais les disparités territoriales n'ont pas diminué de manière significative.

Transparence ? Faible.

Évaluation ? Rare.

Sanctions en cas d'échec ? Absentes.

Les mécanismes de suivi sont opaques, souvent confiés à des entités sans ancrage local. Et les élus locaux, quand ils ne sont pas eux-mêmes déconnectés, sont parfois les relais d'un clientélisme rural qui ralentit tout véritable progrès.

La stratégie du saupoudrage

Au lieu de cibler des zones de manière intégrée, les programmes publics dispersent les efforts. Une école ici, un forage là, une piste là-bas. Mais aucun effet de levier, aucune vision d'ensemble. On préfère "répartir" que "construire".

Ce saupoudrage donne une impression d'action, mais empêche toute transformation durable. Il permet de dire "on a agi partout", mais il rend impossible l'émergence de zones rurales pilotes, modernes, vivantes, inspirantes.

Résultat : la précarité s'installe, l'espoir s'érode.

Les promesses ne nourrissent plus personne

Les discours politiques sont pleins d'engagements :

- Réduire les écarts.
- Équiper le territoire.
- Donner une chance à tous.

Mais pour les populations rurales, les promesses ont une date de péremption courte. Elles ont entendu les mêmes phrases lors de la campagne de 2011, puis en 2016, puis en 2021. Elles savent que les projets se débloquent difficilement.

Et surtout, elles savent que les urgences sont ailleurs que dans les chiffres.

Elles veulent de l'eau, pas des slides.

Un médecin, pas un plan quinquennal.

Une vraie route, pas un tracé PowerPoint.

⌚ Et maintenant ?

Ce chapitre n'est pas là pour discréditer les efforts passés. Beaucoup ont été sincères. Des responsables locaux, des agents d'autorité, des acteurs associatifs ont tenté, souvent avec peu de moyens, de faire avancer les choses.

Mais il faut le dire : le système ne fonctionne pas.

Pas dans sa globalité.

Pas pour les zones enclavées.

Pas pour ceux qu'on prétend "servir".

Il faut repenser les mécanismes :

- Impliquer véritablement les populations dans la conception des projets,
- Réduire les couches administratives et accélérer les processus de mise en œuvre,
- Prioriser les zones les plus oubliées, avec des moyens conséquents,
- Évaluer et corriger en continu, au lieu de multiplier les effets d'annonce.

Et surtout : sortir de la logique du "projet" pour entrer dans une logique de justice territoriale durable.

Tant que les plans ne seront pas accompagnés d'une volonté politique ferme, d'un suivi rigoureux, et d'un ancrage local réel, ils resteront ce qu'ils sont aujourd'hui : des brochures luxueuses posées sur les étagères de Rabat, pendant que les douars s'effondrent dans la boue. Le Maroc n'a pas besoin de nouvelles promesses.

Il a besoin de résultats.

Pourquoi l'État n'investit pas dans ce qui ne rapporte.. Chp 08

CHAPITRE 8 : POURQUOI L'ÉTAT N'INVESTIT PAS DANS CE QUI NE RAPPORTE PAS ?

La logique est implacable. Froidement comptable.

On investit là où le retour est garanti.

On construit là où ça brille.

On équipe là où les indicateurs montent vite.

Et on oublie là où ça ne “rapporte” rien.

C'est ainsi que l'État, souvent sans le dire, parfois sans le vouloir, reproduit une logique de marché.

Une logique où les zones rurales, pauvres, isolées, peu peuplées... n'entrent pas dans l'équation.

Parce qu'elles coûtent. Parce qu'elles prennent du temps. Parce qu'elles n'apportent pas de croissance immédiate, ni de rendement électoral certain.

Et pourtant, c'est là que l'État est le plus attendu.

Quand une entreprise privée refuse d'investir dans un douar sans route, on peut le comprendre.

Mais quand l'État adopte la même posture, cela devient une faute politique.

■ La rentabilité comme boussole

Tout, ou presque, est devenu affaire de rentabilité :

- Une école dans une zone enclavée ? “Pas assez d'élèves.”
- Une antenne de réseau ? “Trop peu d'abonnés potentiels.”
- Un dispensaire ? “Budget trop lourd pour trop peu de bénéficiaires.”
- Une route asphaltée ? “Retour sur investissement incertain.”
-

Cette logique est portée par les chiffres. Par des tableaux Excel. Par des analystes en quête de “viabilité”.

Mais la viabilité sociale ne se calcule pas comme un taux de profit.

Pourquoi l'État n'investit pas dans ce qui ne rapporte.. Chp 08

Un enfant a autant droit à l'éducation dans le Haut Atlas que dans le centre de Rabat.

Une femme enceinte mérite le même accès à une sage-femme, qu'elle vive à Casablanca ou à Immouzer Marmoucha ou Tounfite.

Un jeune doit pouvoir rêver, même dans un douar sans électricité.

Mais l'État ne pense pas toujours en ces termes.

Il regarde d'abord les indicateurs macroéconomiques, les agrégats, les rendements.

Et les zones non rentables deviennent des zones mortes. Pas en vie, pas en chiffres.

● Une fracture morale plus que budgétaire

Le problème n'est pas qu'économique. Il est moral.

Car l'État n'a pas pour vocation de faire du profit. Il a pour mission d'assurer l'équité.

Quand l'État investit dans une autoroute entre deux grandes villes, il parle de "désenclavement".

Mais pourquoi ne parle-t-il pas de désenclavement quand il s'agit de relier un village à son centre de santé ?

Quand il subventionne la 6G pour les métropoles, pourquoi ne subventionne-t-il pas un signal 2G dans les vallées oubliées ?

C'est un choix. Un choix politique.

Et ce choix, depuis des années, penche en faveur du visible, du rentable, du spectaculaire.

☒ Le coût de l'oubli

On oublie trop souvent que ne pas investir a un coût.

Un coût humain : des vies perdues, des potentialités étouffées.

Un coût social : des frustrations, du ressentiment, de l'exode.

Un coût politique : de la défiance, de l'abstention, de la colère.

Et un coût économique : des territoires sous-utilisés, des ressources gaspillées, des talents déracinés.

Le développement déséquilibré n'est pas neutre. Il crée des tensions. Il installe des injustices.

Et à terme, il fragilise l'ensemble du pays. Car un pays n'est stable que lorsqu'il se tient par tous ses territoires.

Pourquoi l'État n'investit pas dans ce qui ne rapporte.. Chp 08

☒ Investir autrement : vers une économie de la cohésion

Il est temps de repenser l'investissement public.

Non plus comme un outil de performance, mais comme un instrument de cohésion.

Un acte de solidarité nationale. Un ratrapage historique.

Cela suppose de :

- Définir des critères d'investissement fondés sur la justice spatiale et non sur le rendement immédiat,
- Créer un fonds de “développement des zones à faible densité”, fléché, contrôlé, transparent,
- Impliquer les collectivités locales dans la co-construction des priorités,
- Rompre avec la vision urbaine centralisée de l'aménagement du territoire,
- Valoriser l'investissement dans les services de base comme un investissement productif à long terme.

Il faut aussi intégrer une dimension générationnelle : investir là où les jeunes peuvent rester.

Pas pour les retenir de force, mais pour leur offrir une alternative au départ.

☒ Miser sur les invisibles

Les zones rurales et enclavées ne sont pas des passifs.

Elles sont pleines de potentiel.

Agricole. Écologique. Touristique. Humain.

Mais ce potentiel ne se révélera jamais si l'État attend qu'il devienne rentable avant d'y investir.

Il faut faire le pari de l'irrationnel. Le pari du long terme.

Le pari de l'humain.

Investir dans ce qui ne rapporte pas aujourd'hui, c'est semer ce qui sauvera le pays demain.

CHAPITRE 9 : L'INJUSTICE SPATIALE COMME FRACTURE MORALE

Il est des fractures que l'on mesure en pourcentages.

D'autres que l'on ressent en kilomètres.

Et puis il y a celles qui se lisent dans les silences, les absences, les renoncements.

Celle-là est la plus dangereuse.

C'est la fracture morale.

Le Maroc n'est pas seulement divisé par des écarts de revenus, d'accès ou de développement.

Il est divisé par une cartographie de l'attention.

Un pays où certains territoires comptent... et d'autres non.

Où certains visages attirent l'investissement, et d'autres, le silence.

Où l'injustice ne se dit plus seulement en termes économiques, mais en termes d'oubli organisé.

Cette injustice-là est spatiale, mais elle est avant tout éthique.

Elle pose une question que peu d'États osent affronter :

Avons-nous, collectivement, accepté de considérer que certaines vies valent moins que d'autres

❶ Le territoire comme baromètre moral

L'aménagement du territoire est souvent perçu comme une affaire technique : urbanisme, infrastructures, services publics.

Mais c'est en réalité un acte politique fort.

Il révèle les choix d'un pays.

Il dit, en creux, ce que l'on privilie... et ce que l'on sacrifie.

Quand une commune rurale attend vingt ans une route goudronnée,
quand une école de montagne ferme faute d'élèves et qu'aucune solution alternative n'est proposée,

quand des femmes accouchent à domicile à défaut d'ambulance,
ce n'est pas un bug logistique.

C'est un verdict moral : vous ne faites pas partie des priorités.

La géographie devient ainsi un outil d'inégalité.

Et les cartes officielles — celles des projets, des connexions, des investissements — deviennent autant de manifestes d'indifférence.

✳ L'indifférence comme poison républicain

Car ce n'est pas seulement le confort qui manque. C'est la reconnaissance.

Le sentiment, profond, douloureux, que l'on est laissé à l'écart.

Non par accident. Mais par habitude. Par système.

Ce sentiment engendre un ressentiment rampant.

Pas bruyant. Pas violent. Mais usant.

Une forme de désespoir sourd, qui ronge la confiance.

Et qui, peu à peu, fracture l'unité nationale.

Quand une partie du pays pense que l'autre est seule à bénéficier des fruits de la modernité, alors l'idée de communauté nationale s'effrite.

On n'y croit plus.

On s'en détache.

On se replie.

Et dans ce repli, tout peut germer :

le populisme, l'abstention, le rejet, la défiance.

🧠 Le miroir inversé de la citoyenneté

La fracture territoriale ne se voit pas toujours.

Mais elle façonne tout : l'éducation, la santé, la mobilité, l'emploi, le sentiment d'appartenance.

Être marocain à Casablanca, ce n'est pas la même chose qu'être marocain à Aït Bouguemez.

Pas parce que les droits sont différents sur le papier.

Mais parce que l'accès à ces droits varie du tout au tout.

Et c'est là que la fracture spatiale devient fracture morale.

Car un pays qui garantit des droits selon la géographie, sans les compenser... trahit sa propre promesse.

🛠 Réparer, ce n'est pas panser : c'est repenser

Face à cette fracture, la réparation ne peut pas être purement technique.

Il ne suffit pas d'envoyer des projets.

Il faut envoyer un signal clair :

“Vous comptez. Vous êtes le Maroc aussi.”

Cela suppose :

- Une politique de reconnaissance des territoires oubliés,
- Une refonte de l'aménagement du territoire basée sur la cohésion et non sur la croissance seule,
- Une redistribution du pouvoir de décision, en impliquant réellement les territoires dans les politiques publiques,
- Un discours politique sincère, qui reconnaîsse les manquements passés.

Et surtout : une nouvelle éthique du territoire.

Un principe fondateur : aucun Marocain ne doit être assigné à résidence dans l'oubli.

Aucune vallée, aucun douar, aucune montagne ne doit être condamnée à l'invisibilité.

La justice territoriale, ou le pacte refondé

La justice sociale commence par une justice spatiale.

Pas pour effacer les différences, mais pour compenser les écarts.

Pas pour nier les spécificités locales, mais pour offrir les mêmes chances à chacun.

Le Maroc a devant lui un choix de civilisation.

Continuer à se projeter dans les vitrines du progrès mondialisé,
ou construire une nation qui se regarde toute entière dans le miroir.

Don't forget us ! ماتنساوناش !

Ce n'est pas un reproche.

C'est un rappel.

Un murmure de la montagne au centre.

Un appel à refaire pacte.

Non pas par les mots. Mais par les actes.

CHAPITRE 10 : DISCRIMINATION POSITIVE, UNE URGENCE NATIONALE

Le mot choque parfois. Il dérange. Il semble injuste à ceux qui n'en ont pas besoin.

Et pourtant, il est juste. Nécessaire. Salutaire.

La discrimination positive n'est pas un privilège. C'est une réparation.

Elle ne vise pas à avantager certains au détriment des autres.

Elle vise à rééquilibrer.

À corriger des déséquilibres anciens, installés, normalisés.

À donner plus à ceux qui ont moins, non pas pour inverser la hiérarchie, mais pour tendre vers une égalité réelle.

Le Maroc rural, et plus encore les zones montagneuses, ne peuvent plus attendre le ruissellement.

Il n'arrive pas.

Et il n'arrivera jamais si l'on continue à penser le développement comme un mouvement du centre vers la périphérie.

⚖️ L'égalité de traitement est injuste face à l'inégalité de départ

Il faut oser le dire : traiter également des territoires inégalement dotés, c'est perpétuer l'injustice.

Un dirham investi dans une commune déjà développée génère un retour immédiat.

Mais un dirham investi dans un village enclavé peut transformer une vie entière.

Là où il n'y avait rien, il crée tout : l'espoir, l'activité, l'ancrage.

Mais pour cela, il faut changer de logiciel.

Ne plus raisonner en performance immédiate,

mais en impact social différencié.

🚧 Des outils existent déjà... mais sont sous-utilisés

Le Maroc ne part pas de zéro.

Le PRDTS (Programme de Réduction des Disparités Territoriales et Sociales) avait cette vocation.

Mais il a manqué de ciblage, de continuité, de contrôle.

Le Fonds de service universel des télécommunications aussi, en théorie, répond à cette logique.

Mais son déploiement est lent, opaque, inefficace.

Il faut aller plus loin.

Créer un véritable cadre légal de discrimination positive territoriale, inscrit dans la Constitution.

Mettre en place un indice de fragilité territoriale, qui détermine automatiquement le niveau d'intervention publique.

Allouer des quotas de budget, de fonctionnaires, d'équipements, non pas à parts égales, mais à parts équitables.

❶ **Une politique volontariste pour des territoires volontaires**

La discrimination positive ne doit pas être imposée d'en haut.

Elle doit s'articuler avec les dynamiques locales.

- Identifier les communes volontaires pour devenir des "laboratoires d'équité territoriale".
- Co-construire avec les élus, les jeunes, les associations locales.
- Évaluer les résultats régulièrement.
- Créer un label "Commune équitable" pour attirer des investissements publics et privés.

Ce n'est pas une utopie.

C'est ce que font de nombreux pays :

- L'Inde avec ses quotas de développement dans les zones tribales.
- Le Brésil avec ses programmes ciblés dans les favelas rurales.
- Le Canada avec ses mesures spécifiques pour les Premières Nations.

Le Maroc peut, lui aussi, s'inscrire dans cette dynamique.

❷ **Les bénéfices dépassent les zones concernées**

Ce n'est pas seulement une réparation. C'est un investissement dans la stabilité du pays.

- Réduire les inégalités territoriales, c'est limiter l'exode rural.
- C'est freiner l'urbanisation sauvage.
- C'est désengorger les services publics urbains.
- C'est construire un sentiment national d'appartenance.

Un pays qui investit dans ses marges renforce son centre.

💬 Une urgence politique, sociale, morale

Ne rien faire serait une faute.

Continuer comme avant serait une hypocrisie.

Il faut choisir clairement : ou bien on accepte que certains territoires restent sous-développés pendant encore trente ans...

Ou bien on agit. Fort. Vite. Durablement.

Don't forget us ! ماتنساوناوش !

C'est aussi une invitation à la créativité politique.

À sortir des sentiers battus.

À reconnaître que l'égalité formelle ne suffit pas.

La vraie équité commence quand l'on accepte que certaines régions ont besoin d'un coup de pouce plus fort, parce qu'elles ont subi trop longtemps la pesanteur de l'oubli.



CHAPITRE 11 : DONNER LA PAROLE À CEUX QUI MARCHENT

Ils n'ont ni micros, ni tribunes.

Ils ne maîtrisent pas toujours les codes du débat public.

Ils ne parlent pas le langage des politiques ou des consultants.

Mais ils savent ce qu'ils vivent, et cela suffit pour qu'on les écoute.

Depuis le début de ce livre, nous avons tenté de raconter. D'expliquer. D'analyser.

Mais il arrive un moment où il faut se taire pour écouter.

Car ceux qui marchent — comme les habitants d'Aït Bouguemez, de Tounfite, d'Imilchil, de Taznakht — ne réclament pas qu'on parle à leur place.

Ils demandent qu'on leur donne la parole, et qu'on ne la leur reprenne plus.

❶ Marcher, c'est dire

La "marche de la dignité" à Aït Bouguemez n'est pas un fait divers.

C'est un acte politique puissant, pacifique, digne, organisé.

Ces hommes, ces femmes, ces jeunes ont choisi la marche plutôt que la violence.

Ils ont choisi l'effort physique plutôt que le silence.

Ils ont traversé les montagnes, sans caméras, sans encadrement, avec rien d'autre que leur besoin d'être entendus.

Ils n'ont pas crié.

Ils n'ont rien cassé.

Ils ont simplement marché.

Et cela, dans un pays saturé de mots, vaut toutes les pétitions du monde.

❷ Témoignages à voix basse

Fadma, 52 ans, mère de cinq enfants à Imilchil :

« Je ne demande pas grand-chose. Juste que mes enfants n'aient pas à partir aussi loin pour aller à l'école. J'ai marché pour qu'un jour, peut-être, une classe ouvre ici. »

Ahmed, 27 ans, diplômé sans emploi à Taznakht :

« Mon diplôme est accroché au mur. J'ai travaillé dans l'arganier, dans la tapisserie, dans la maçonnerie. Rien ne dure. J'ai marché pour que les jeunes restent ici. Qu'on ne soit pas condamnés à partir. »

Lhoussein, 63 ans, agriculteur à Aït Bouguemez :

« On ne capte pas ici. Je dois grimper sur le toit pour avoir un signal. J'ai marché pour qu'on ne meure pas seul, sans pouvoir appeler. »

Khadija, 19 ans, élève dans un lycée de montagne :

« J'ai marché pour ma petite sœur. Qu'elle ait un jour un ordinateur. Une vraie école. Une chance. »

Ces voix sont peu relayées.

Elles n'ont pas de hashtag.

Elles ne font pas le buzz.

Mais elles sont le cœur battant du Maroc oublié.

👉 **Leur parole comme levier d'action**

Donner la parole, ce n'est pas organiser un séminaire ou un micro-trottoir.

C'est intégrer les habitants aux processus de décision.

C'est les consulter pour les projets.

C'est leur permettre de proposer, pas seulement de valider.

C'est les considérer comme co-bâtisseurs de leur avenir, et non comme des "bénéficiaires".

Cela peut se faire :

- Par des conseils locaux de jeunes ruraux, avec voix délibérative.
- Par des budgets participatifs territoriaux, adaptés aux zones rurales.
- Par des consultations populaires numériques accessibles, simplifiées.
- Par des revues citoyennes de projets publics, où les habitants évaluent eux-mêmes ce qui a été fait.

Ce n'est pas une révolution. C'est la démocratie, enfin appliquée aux marges.

Lhoussein, 63 ans, agriculteur à Aït Bouguemez :

« *On ne capte pas ici. Je dois grimper sur le toit pour avoir un signal. J'ai marché pour qu'on ne meure pas seul, sans pouvoir appeler.* »

Khadija, 19 ans, élève dans un lycée de montagne :

« *J'ai marché pour ma petite sœur. Qu'elle ait un jour un ordinateur. Une vraie école. Une chance.* »

Ces voix sont peu relayées.

Elles n'ont pas de hashtag.

Elles ne font pas le buzz.

Mais elles sont le cœur battant du Maroc oublié.

👉 **Leur parole comme levier d'action**

Donner la parole, ce n'est pas organiser un séminaire ou un micro-trottoir.

C'est intégrer les habitants aux processus de décision.

C'est les consulter pour les projets.

C'est leur permettre de proposer, pas seulement de valider.

C'est les considérer comme co-bâtisseurs de leur avenir, et non comme des "bénéficiaires".

Cela peut se faire :

- Par des conseils locaux de jeunes ruraux, avec voix délibérative.
- Par des budgets participatifs territoriaux, adaptés aux zones rurales.
- Par des consultations populaires numériques accessibles, simplifiées.
- Par des revues citoyennes de projets publics, où les habitants évaluent eux-mêmes ce qui a été fait.

Ce n'est pas une révolution. C'est la démocratie, enfin appliquée aux marges.

硚 **Réparer la relation**

Aujourd'hui, la parole publique est unilatérale.

Elle descend du haut vers le bas.

Elle explique, justifie, impose.

Mais la légitimité ne vient plus du sommet.

Elle vient du terrain.

Il est temps d'inverser les flux.

De faire remonter les paroles des montagnes, des campagnes, des vallées.

De changer de posture :

Moins d'instruction. Plus d'écoute.

Moins de centralisation. Plus de circulation.

Écouter, ce n'est pas faire plaisir. C'est construire

Entendre une plainte n'est pas la valider aveuglément.

Mais c'est la prendre au sérieux.

C'est comprendre ce qu'elle dit de l'institution.

C'est analyser ce qu'elle révèle de l'état du pays.

Dans chaque marche, dans chaque doléance, dans chaque regard fatigué,

il y a une proposition implicite :

“Construisez avec nous. Ne décidez plus pour nous.”

END Don't forget their words

Ce chapitre aurait pu s'intituler Ceux que l'on voit marcher mais que l'on n'écoute pas.

Mais ce serait incomplet.

Car ceux qui marchent, parlent.

Ils parlent par leurs pas.

Par leur patience.

Par leur dignité.

Et ce qu'ils disent est limpide :

Nous ne voulons pas des miettes.

Nous ne voulons pas la pitié.

Nous voulons une place entière dans la maison Maroc.

CHAPITRE 12 : RÊVER UN MAROC SOLIDAIRE, PAS SEULEMENT CONNECTÉ

Le mot “connexion” revient partout.

Connexion internet. Connexion 5G. Connexion fibre.

Mais à quoi bon connecter un territoire... si l'on ne tisse pas de lien entre ses habitants ?

À quoi bon couvrir les montagnes de signaux, si l'on ne les couvre pas de sens ?

La modernité technique n'a de valeur que si elle porte un projet humain.

Le Maroc de demain sera connecté. C'est certain.

Mais sera-t-il solidaire ?

Là est la vraie question.

🌐 La technologie n'est qu'un outil

On peut équiper chaque douar d'une antenne relais.

Distribuer des tablettes dans toutes les écoles rurales.

Créer une application pour chaque service public.

Mais si l'on ne pense pas ensemble,

si les territoires continuent de s'ignorer,

si les richesses restent concentrées,

alors le pays sera numériquement avancé mais socialement fracturé.

La connexion ne suffit pas.

Il faut du lien.

De la coopération. De la réciprocité. De la justice.

✳️ Un autre imaginaire du progrès

Le progrès ne doit pas être la reproduction du modèle occidental : vertical, compétitif, individualiste.

Il peut être inclusif, circulaire, enraciné.

Un Maroc solidaire, c'est :

- Un pays où les enfants d'Imilchil et de Casablanca ont le même accès aux soins,
- Où une étudiante d'Anfgou a autant de chances d'intégrer l'université que celle de Rabat,
-

- Où un jeune agriculteur d'Azilal peut monter une coopérative aussi facilement qu'un startuppeur de Casablanca crée une fintech,
- Où une commune rurale peut accueillir une antenne de télétravail, un centre culturel, un laboratoire agricole.

Ce Maroc-là ne dépend pas d'un miracle.

Il dépend d'un choix collectif.

Des chantiers de convergence

Pour construire ce Maroc solidaire, il faut :

1. Une réforme de la gouvernance territoriale, pour rapprocher la décision du terrain.
2. Une refonte des politiques d'investissement public, fondée sur l'équité, pas la rentabilité.
3. Un pacte fiscal pour la ruralité, avec des incitations fortes à l'emploi local, à l'entrepreneuriat, au retour des jeunes.
4. Une culture de l'écoute, intégrée aux mécanismes de pilotage et de suivi.
5. Une politique de mobilité équitable, qui permette de circuler sans obstacle entre zones rurales et urbaines.
6. Un récit national renouvelé, où la campagne n'est pas une marge mais un centre en devenir.

Ce n'est pas une vision romantique.

C'est un plan de survie pour le vivre-ensemble.

La solidarité comme pilier de souveraineté

Un pays qui laisse ses marges mourir se fragilise.

Il devient dépendant des grandes villes.

Il creuse des ghettos sociaux.

Il cultive des frustrations.

À l'inverse, un pays qui nourrit ses territoires, qui écoute ses périphéries, qui reconnaît toutes ses voix...

devient plus stable, plus cohérent, plus souverain.

Le Maroc ne pourra affronter les défis à venir — climatiques, économiques, sociaux — qu'en reliant toutes ses forces.

Et ces forces, elles se trouvent aussi dans les montagnes, les plateaux, les douars.

👉 Une vision, pas une simple correction

Ce que nous appelons de nos vœux n'est pas un ajustement.

C'est un renversement d'imaginaire.

Ne plus penser le rural comme un rattrapage,
mais comme un levier d'avenir.

Ne plus considérer la solidarité comme un geste moral,
mais comme une stratégie nationale.

Ne plus parler d'infrastructures sans parler de relations humaines.

◀ “Don’t forget us ! ماتنساوناش” : un appel à se souvenir de nous-mêmes

Le cri qui traverse ce livre n'est pas celui d'une plainte.

C'est celui d'une revendication de fraternité.

Un Maroc solidaire n'est pas un Maroc sans conflits.

Mais c'est un Maroc qui prend soin.

Un Maroc qui regarde partout.

Un Maroc qui entend même les voix les plus lointaines.

Rêver ce Maroc-là n'est pas un luxe.

C'est une urgence nationale.

Car ce rêve, si on le réalise,

ce ne sera pas seulement une victoire pour les vallées oubliées.

Ce sera une victoire pour tous.



POÈME :

« DON'T FORGET US ! » ماتنساونااش

Ils ne font pas de bruit,
Ceux qui vivent loin du réseau,
Là où la terre fend sous la pluie,
Et où l'école attend son tableau.

Ils marchent quand nous roulons,
Ils prient quand nous programmons,
Ils cherchent un signal sur un toit,
Pendant que d'autres regardent l'au-delà.

Leur voix n'est pas muette,
Mais nous avons baissé le volume.
Leur lumière vacille,
Mais c'est nous qui avons éteint la lune.

Ils ne demandent pas l'aumône,
Mais un sentier, un médecin, un livre.
Ils ne rêvent pas de drone,
Mais d'un pays qui sait les suivre.

Ne les oubliez pas.
Ils tissent encore notre sol.
Et si le progrès oublie ses pas,
Alors c'est l'avenir qui s'affole.

Don't forget us, murmurent-ils sans colère,
Mais avec ce regard
Qui demande à la terre
D'être un peu plus juste,
Et un peu moins bavarde.

ÉPILOGUE

À CELLES ET CEUX QU'ON N'A PAS VUS, MAIS QUI ONT TOUJOURS ÉTÉ LÀ

Ils n'ont pas quitté leur village.

Ils n'ont pas brandi de drapeaux.

Ils n'ont pas crié leur colère sur les réseaux.

Mais ils ont persisté.

À vivre là où rien ne pousse.

À espérer là où rien n'avance.

À marcher là où l'État ne passe plus.

À croire au Maroc, même quand le Maroc les oublie.

Ce livre est pour eux.

Pas pour les sauver — ils n'ont pas besoin de sauveurs.

Pas pour les plaindre — ils ont trop de dignité pour cela.

Mais pour les inscrire dans le récit national.

Pour qu'enfin, on dise d'eux : ils sont aussi le pays.

Le chemin parcouru dans ces pages n'a pas été un voyage d'analyste.

C'était un retour à la source.

Là où la lumière tarde à arriver.

Là où le réseau s'éteint mais où les vies brillent encore.

Là où le silence n'est pas résignation, mais résistance.

Aït Bouguemez, Imilchil, Immouzer Marmoucha, Anfgou, Taznakht, Tounfite...

Ces noms ne doivent plus être synonymes de marginalité.

Ils doivent devenir des points d'ancrage.

Des lieux d'avenir.

Des territoires d'inspiration.

Car oui, un autre Maroc est possible.

Un Maroc où l'on n'applaudit pas seulement les stades, mais aussi les écoles rurales.

Où l'on ne célèbre pas que la 6G, mais aussi une ambulance arrivée à temps.

Un Maroc où l'on ne parle pas de souveraineté... sans inclure ceux qui n'ont même pas un guichet administratif à moins de deux heures.

Un Maroc connecté à lui-même, d'abord.

Avant d'être connecté au reste du monde.

ÉPILOGUE

À CELLES ET CEUX QU'ON N'A PAS VUS,
MAIS QUI ONT TOUJOURS ÉTÉ LÀ

Don't forget us !

Ce n'est pas un slogan.
C'est une adresse intime.
De celles et ceux qui marchent sans bruit.
Qui construisent sans reconnaissance.
Qui existent sans projecteurs.
Ne les oublions pas.
Car en les oubliant, c'est nous-mêmes que nous trahissons.
Le progrès sans justice est une illusion.
La croissance sans équité est une imposture.
Et la modernité sans mémoire est une fuite.
Ce livre se termine.

Mais que ce soit, pour vous lecteur ou lectrice, un commencement.
Celui d'un regard plus large.
D'une écoute plus fine.
D'un engagement plus juste.
À celles et ceux qu'on n'a pas vus,
mais qui ont toujours été là :
Ce livre est le vôtre.

Et votre histoire est celle du Maroc entier.

MOHAMED AIT BELLAHCEN

ماتنساوناش ! DON'T FORGET US !

«Le Maroc avance, mais certains de ses enfants marchent encore à contre-courant.»

Alors que le Royaume se prépare à accueillir la Coupe du Monde 2030 et rêve de smart cities et de 6G, des millions de Marocains vivent toujours sans réseau, sans routes, sans soins, sans droits. Ce livre donne voix à ceux qu'on ne regarde jamais : les femmes agricoles invisibles, les jeunes sans avenir, les montagnards oubliés, les élèves sans école connectée. Ceux qui ne demandent pas la charité, mais la justice.

À travers un récit documenté, sensible et engagé, *Don't forget us !* explore les fractures silencieuses du Maroc rural : inégalités territoriales, oubli politique, logique d'investissement à rebours du bon sens. Ce n'est pas un réquisitoire, mais un appel à l'éveil.

Un livre pour écouter ceux qui marchent, et repenser une nation qui n'oublie personne.

ÉDITION NON COMMERCIALE PRIX 0 DH
IMPRESSION PERSONNELLE

2025 © Copyright - L'Opinion des Jeunes, L'ODJ MÉDIA